

Les gymnases sous pression: la maturité tient-elle ses promesses?

Suisse Cantons et Confédération doivent bientôt décider s'ils veulent ouvrir le chantier du bac. Une réforme qui pourrait mettre fin à la grande autonomie des établissements secondaires

Catherine Cossy

Le fameux classement des gymnases alémaniques, publié par l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ), n'en finit pas de faire des vagues. La rectrice de l'EPFZ, Heidi Wunderli-Allenspach, a défendu une nouvelle fois l'exercice dans la *NZZ am Sonntag*: «Le succès à l'EPFZ dépend aussi du gymnase dont on vient.» En été 2007, la divulgation dans la presse des résultats des étudiants aux premiers examens propédeutiques de l'EPFL avait suscité la même onde de choc dans le canton de Vaud. Les titulaires d'une maturité vaudoise arrivaient, pour leur première tentative, à un taux d'échec de près de 60%, contre 50% en moyenne.

Les deux Poly voudraient-ils faire pression sur les gymnases pour qu'ils renforcent leurs critères de sélection qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Même si, officiellement, ils démentent toute velléité de mettre au pas les cantons et leurs établissements de formation post-obligatoire – gymnases, lycées, collèges – qui jouissent d'une très grande autonomie.

Car les différences de qualité existent. Elles sont même, selon la chercheuse Simone Forster (LT du 26.01.2009), un secret de polichinelle. Publiée en novembre dernier dans le cadre du programme d'évaluation de la réforme de la maturité Evamar, une étude testant les aptitudes des bacheliers et bacheliers de presque toute la Suisse (Genève, Bâle et le Tessin n'y ont pas participé) met également en évidence de fortes variations. Les cantons offrant un cursus gymnasial court de trois ans sont à la traîne. Et une partie des gymnasiens possède des compétences insuffisantes dans au moins un des trois domaines testés: langue première, mathématiques et biologie. Des conclusions qui ont incité l'auteur de l'étude, Franz Eberle, professeur en pédagogie à l'Université de Zurich, à proposer de définir un noyau dur de compétences pour lesquelles tous les élèves devraient obtenir la

moyenne, sans possibilité de compenser avec d'autres branches. La Confédération et les cantons doivent décider s'ils veulent lancer une réforme de l'ordonnance sur la maturité, qui date de 1995. Les questions sont nombreuses.

■ Quelle transparence entre les gymnases?

Depuis deux ans, l'EPFL informe les cantons des performances de leurs étudiants aux premiers examens propédeutiques. Mais ne s'aventure pas à publier ces résultats. Nicolas Henchoz, adjoint du président de l'EPFL pour la communication, explique: «Tout le monde se focalise sur les résultats à la fin de la première année, qui est un moment très sélectif. Mais ce n'est qu'un élément parmi d'autres. Cela sert de base de discussion, mais pour qu'elle soit fructueuse, elle doit pouvoir se faire à l'abri des polémiques.»

Dominique Arlettaz, recteur de l'Université de Lausanne (UNIL), est opposé à des statistiques. «Nous avons des échanges réguliers avec les gymnases, mais nous ne transmettons aucune information détaillée sur les résultats obtenus aux examens. Cela conduirait à des interprétations faussées. Si un étudiant par exemple vient d'un gymnase éloigné, sa motivation est grande, mais elle n'est pas forcément représentative du canton d'où il vient.»

David Wintgens, vice-président de la Société suisse des professeurs de l'enseignement secondaire, salue l'étude de l'EPFZ, même si elle ne donne qu'une vision partielle: «En tant que prof, on n'a jamais de retour, on ne sait pas comment réussissent nos élèves.»

■ La maturité doit-elle rester universaliste?

Dominique Arlettaz en est persuadé: «La formation est un ensemble d'étapes qui ne peut fonctionner que si l'on fait confiance aux maillons qui précèdent. La formation gymnasiale est de bonne qualité. Avec un taux de maturité

de 20%, comparé à une moyenne européenne de plus de 40%, notre système gymnasial est déjà très sélectif. C'est important, pour cela, que la maturité continue à garantir le libre accès aux études universitaires. Sinon, il faut augmenter le taux de maturité.»

La présidente de la CDIP, Isabelle Chassot, l'a répété dans une interview parue vendredi dans la *NZZ*: «La maturité, comme clé pour les hautes écoles, n'est pas remise en question.» La conseillère d'Etat fribourgeoise reconnaît toutefois que les variations constatées, entre les bacheliers et entre les classes, est problématique: «Si l'on pense à l'égalité des chances et à la qualité de la maturité, la question se pose: pouvons-nous nous permettre ces différences?»

■ La maturité actuelle garantit-elle la qualité?

Le président de l'EPFL, Patrick Aebischer, l'a répété à plusieurs reprises: si les maturités veulent rester un passeport d'entrée valable, elles doivent garantir des connaissances suffisantes dans les savoirs fondamentaux. Avant tout les mathématiques, base indispensable pour les écoles polytechniques, sans oublier une bonne dose de sciences humaines, langue maternelle, anglais et histoire.

David Wintgens, pour les maîtres de gymnase, le reconnaît. «Nous faisons le grand écart entre culture générale et aptitudes particulières requises pour une filière d'études. Depuis l'introduction de la nouvelle maturité, on parle d'une augmentation de 5% des échecs aux hautes écoles. Mais nous n'avons pas vraiment de chiffres. Et il faut voir que, parallèlement, certains cantons ont réduit leur cursus gymnasial de quatre à trois ans.»

■ Faut-il uniformiser les maturités?

David Wintgens s'engage pour des épreuves communes élaborées sur une base volontaire par les

maîtres de gymnase, pendant tout le cursus et pas seulement pour la maturité. «Le mouvement viendrait d'en bas et responsabiliserait les enseignants. Car personne ne vérifie vraiment les programmes et les plans d'étude.»

Dominique Arlettaz, de l'UNIL, est formel: «Je suis opposé à un examen unique de maturité. La richesse de la formation dépend aussi de la créativité des enseignants. Si on veut faire confiance aux gymnases, il faut leur laisser une marge de manœuvre.»

■ Les cantons sentent-ils la pression des hautes écoles

Vaud, ébranlé par les chiffres publiés en 2007, a renforcé depuis la dotation en maths et sciences de ses gymnases. Aujourd'hui, le canton se réjouit que ses bacheliers soient à nouveau dans la moyenne suisse. Séverin Bez, directeur général de l'enseignement postobligatoire du canton de Vaud: «Avec les directeurs de gymnase, nous voyons une fois par année le rectorat de l'Université de Lausanne et la direction de l'EPFL. Ces rencontres ont lieu dans le respect, nous ne sentons pas une pression de la part des hautes écoles pour rendre la maturité plus sélective. Il n'y a d'ailleurs pas de différences notoires entre les gymnases.»

Le Jura, tout heureux de disposer de résultats de ses étudiants à l'EPFL, a saisi cette main tendue. Il y a dix jours, le canton a signé une convention de collaboration avec l'école lausannoise pour valoriser l'enseignement des sciences. «Ce retour d'information est important pour nous. La position des sciences ne doit pas être seulement renforcée au lycée, mais en amont déjà. L'EPFL met des ressources à disposition. Elle finance par exemple un atelier internet destiné aux seules filles, qui va bientôt démarrer et qui rencontre un énorme succès», déclare Olivier Tschopp, chef du service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire.